



Assemblée générale

Distr. générale
4 novembre 2020
Français
Original : espagnol

Soixante-quinzième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 12 octobre 2020, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conformément aux instructions relatives au droit de réponse et à la pratique de l'Assemblée générale, l'Espagne souhaite répondre à la lettre datée du 28 septembre que vous a adressée le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ([A/75/364](#)) dans le cadre du débat sur le point 8 de l'ordre du jour de la soixante-quinzième session de l'Assemblée.

L'Espagne rappelle la position sans équivoque de l'Organisation des Nations Unies, selon laquelle Gibraltar est une colonie qui détruit l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Espagne et qui est incompatible avec la résolution [1514 \(XV\)](#) de l'Assemblée générale sur la décolonisation. De surcroît, depuis 1964, l'Organisation a toujours recommandé que la question de Gibraltar soit réglée par la voie de négociations bilatérales entre l'Espagne et le Royaume-Uni. Il convient de souligner que seule l'ONU peut décider, le moment venu, que le processus de décolonisation de Gibraltar aura été achevé ; d'ici là, Gibraltar demeurera sur la liste des territoires non autonomes établie par l'Organisation. À cet égard, on se reportera à la résolution [2353 \(XXII\)](#), dans laquelle l'Assemblée générale a considéré que « toute situation coloniale qui détruit partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies ». Il en ressort que c'est le principe de l'intégrité territoriale, précédemment énoncé dans la résolution [1514 \(XV\)](#) susmentionnée, qui doit régir la décolonisation de Gibraltar. À aucun moment il n'est question d'un prétendu droit à l'autodétermination de Gibraltar, puisqu'un tel droit n'existe pas. Dans sa résolution [2353 \(XXII\)](#), l'Assemblée générale a condamné la tenue du référendum de 1967 en ce qu'il contredisait les dispositions de plusieurs résolutions relatives à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'Assemblée a ainsi rejeté sans ambages l'existence d'un prétendu droit à l'autodétermination d'un prétendu peuple de Gibraltar.

La voie des négociations bilatérales, tenues dans le strict respect du droit international et de la doctrine bien établie de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation, est la solution déjà définie et prévue par l'ONU, que l'Espagne préconise depuis des années.



C'est pourquoi l'Espagne rejette les tentatives entreprises par la Puissance administrante et les autorités du territoire colonisé pour modifier leurs relations politiques et nier l'existence de liens coloniaux tout en revendiquant un droit à l'autodétermination qui n'est pas réel. C'est l'Espagne qui est victime de la colonisation sur son propre territoire et qui a, par conséquent, le droit d'accéder à sa décolonisation par la restauration de son unité nationale et de son intégrité territoriale.

Rappelons qu'au titre de l'article X du Traité d'Utrecht de 1713, l'Espagne a été contrainte de céder à la Couronne britannique la propriété pleine et entière de la ville et du château de Gibraltar conjointement à son port, défenses et forteresses lui appartenant ; elle n'a cependant rien cédé de plus. Le Royaume-Uni occupe illégalement une partie de l'isthme ainsi qu'une partie des eaux territoriales de l'Espagne, ayant étendu la surface des terres émergées de Gibraltar au moyen de remblais, y compris la zone où se trouve la piste d'atterrissage de l'aéroport de Gibraltar. À plusieurs reprises, l'Espagne a protesté catégoriquement et formellement contre cette occupation, demandant que lui soient restitués ces territoires qui lui avaient été arrachés par la force.

L'affirmation du Royaume-Uni selon laquelle sa souveraineté sur Gibraltar s'étend aux eaux qui entourent Gibraltar ne trouve aucun fondement ni dans le Traité d'Utrecht, ni en droit international. L'Espagne ne reconnaît au Royaume-Uni que les droits et les situations concernant les espaces maritimes de Gibraltar visés à l'article X du Traité.

Nous rappelons à cet égard que, lorsqu'il a ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Royaume d'Espagne a déclaré que « sa ratification ne saurait être interprétée comme la reconnaissance de droits ou de situations concernant les espaces maritimes de Gibraltar qui ne relèveraient pas de l'article 10 du Traité d'Utrecht », et que « [l]'Espagne considère en outre que la résolution III de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer ne s'applique pas au cas de la colonie de Gibraltar, laquelle fait l'objet d'un processus de décolonisation auquel seules sont applicables les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies ».

L'Espagne est tout à fait claire quant aux limites de son territoire : les eaux qui entourent Gibraltar ne sont autres que les eaux souveraines de l'Espagne dans lesquelles les navires battant pavillon espagnol ont exercé leurs activités depuis des temps immémoriaux, sans controverse, jusqu'à ce que cette situation devienne, récemment, la cause de prétendus incidents.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre, qui constitue une réponse à celle du Chargé d'affaires par intérim du Royaume-Uni datée du 28 septembre, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

(Signé) Agustín Santos Maraver
